

**MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE FOURNITURES ET DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**OBJET DU MARCHE :**

**ACCORD-CADRE EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES  
SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS VOCALES FIXES AVEC  
FOURNITURES ASSOCIEES**

**MARCHE N°2025-05-UPVD-FS**

La procédure de mise en concurrence et l'exécution du ou des marchés publics à attribuer sont soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (CCP)

Le contrat est soumis au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Technologies de l'Information et de la Communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

## **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU MARCHE**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent accord-cadre a pour objet de répondre aux besoins suivants :

- Exploitation et maintenance préventive et corrective, pièces et main d'œuvre comprises, des autocommutateurs de l'université de Perpignan Via Domitia, avec l'obligation de proposer un Plan de Reprise d'Activité (PRA).
- La maintenance préventive et corrective, pièces et main d'œuvre comprises, de l'ensemble des terminaux téléphoniques rattachés à ces autocommutateurs et leur remplacement en cas de défaillance.
- Les interventions à la demande sur le réseau téléphonique analogique.
- La fourniture de terminaux et les services associés pouvant être demandés pour l'ensemble des sites de l'université de Perpignan Via Domitia.

#### **Maintenance Préventive et Corrective :**

La prestation de maintenance préventive se déroule exclusivement en heures ouvrées (HO) et elle est programmée à l'avance. Elle se déroule une fois par an et par équipement.

La prestation de maintenance corrective se déroule exclusivement en heures ouvrées (HO) et déclenchée uniquement sur demande du service bénéficiaire. Elle entraîne l'intervention du titulaire pour réparation des équipements dans les conditions prévues par le présent marché.

Le forfait annuel de maintenance préventive et corrective comprend tout changement de pièces, main d'œuvre et déplacement. Il est défini dans l'annexe financière 1 à l'acte d'engagement (*AE\_Annexe\_financière\_1\_PRIX FORFAITAIRES*).

**Prestations associées** : prestations complémentaires, ponctuelles et annexes par rapport à l'objet principal du marché. Il s'agit de :

**ESP** : Echange Standard de Poste

**AP** : prestation d'Assistance pour Paramétrage (création, modification, programmation de postes, changement de messagerie vocale, permutation) en heures ouvrées (HO).

**EXT** : fourniture d'extension matérielle et logicielle, mise à jour de l'autocommutateur et logiciels internes incluant la main d'œuvre et le déplacement. Les fournitures de ces extensions sont proposées sur devis en appliquant le coefficient sur pièce prévu à l'annexe financière 2 à l'acte d'engagement (*AE\_Annexe\_financière\_2\_BPU*).

**PRESENCE\_SUR\_SITE\_HO** : prestation de présence sur site lors d'événements nécessitant une continuité de service téléphonique optimale en heures ouvrées.

**ASSISTANCE A TIERCE ENTREPRISE** : prestation d'assistance, de présence et de collaboration avec toute entreprise tierce (prestataires et/ou fournisseurs) sur site (*TAUX\_HORAIRE\_ASSISTANCE\_2*) ou à distance (*TAUX\_HORAIRE\_ASSISTANCE\_1*) auxquelles le service bénéficiaire confie des prestations sur les autocommutateurs. Le choix du mode de réalisation de la prestation (sur site ou à distance) est réalisé par le bénéficiaire, en fonction de la nécessité de la présence sur site du titulaire.

*Les heures ouvrées sont de 08H00 à 17H00, du lundi au vendredi, jours fériés exclus*

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations issues de l'accord-cadre, de ses bons de commande et de ses éventuels avenants. La notion de résultat à garantir par le titulaire est notamment définie à l'article 5 du CCTP.

### **Lieux d'exécution :**

Le marché sera exécuté principalement à Perpignan et au sein des différentes structures de l'université de Perpignan Via Domitia, réparties dans les villes suivantes selon les modalités précisées sur les bons de commande : Perpignan, Narbonne.

### **1.2 Décomposition du contrat**

La dévolution en lots séparés risque de rendre financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. De ce fait, il n'est pas prévu de décomposition en lots.

### **1.3 Type d'accord-cadre**

Le marché public à attribuer est un accord-cadre mono-attributaire (mis en œuvre par l'émission de bons de commande) conclu selon les règles des articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique – Procédure Adaptée.

**Le marché est conclu pour une durée de 24 mois ferme, reconductible une fois pour la même durée.**

► **L'acheteur est engagé par un minimum contractuel de commandes sur la période du marché.**

Le minimum de commandes est fixé en valeur à 28 000 € HT et 33 600 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

► **Le titulaire s'engage à fournir le maximum contractuel de commandes sous réserve de l'émission de commandes par l'acheteur.**

Le maximum de commandes est fixé en valeur à 84 000 € HT et 100 800 € TTC pour chaque période contractuelle ferme de 24 mois ou reconduite de 24 mois.

**Montant estimé pour chaque période (24 mois) de l'accord cadre 56 000 € HT, soit 67 200 € TTC.**

**Montant estimé sur la durée totale (48 mois) : 112 000 € HT et 134 400 € TTC**

### **1.4 Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison
- Les lieux de livraison des prestations le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

## **1.5 Acceptation du bon de commande par le titulaire**

*Cet article déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.*

L'absence d'observations émises par le titulaire dans les 8 jours suivant la réception de la notification du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.

## **ARTICLE 2 : DUREE ET DELAIS D'EXECUTION**

### **2.1 Durée**

L'accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée ferme de deux ans, reconductible une fois, de façon tacite, sans pouvoir dépasser une durée totale de 4 ans.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, l'acheteur notifiera au titulaire sa décision de non reconduction, 3 mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

### **2.2 Délais d'exécution**

Le titulaire du marché est tenu par les délais précisés à l'article 5 du CCTP et par ses délais d'intervention et de rétablissement (Garantie de Temps d'Intervention – GTI – et Garantir de Temps de Rétablissement – GTR -) hors autocommutateur et pour chaque autocommutateur, en jours ouvrés, contractualisés dans l'acte d'engagement (cf article 5 du CCTP). Tout retard sera passible de pénalités dans les conditions précisées au présent CCAP.

## **ARTICLE 3 : CLAUSES DE REEXAMEN**

En application des articles R2194-1 et R2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les cas suivants. Conformément à l'article R2164-1 du code de la commande publique et en cas d'accord avec les parties, un avenant sera conclu pour acter ces modifications.

### **3.1 Cas de la cession de contrat**

Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale.

### **3.2 Cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat**

En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

### **3.3 Evolution technologique ou des barèmes constructeurs**

En cas d'évolution technique ayant un impact majeur sur les prestations, le marché pourra être modifié. L'acheteur prévoit la possibilité pour les parties de réexaminer, durant l'exécution du marché, certaines spécifications et/ou caractéristiques techniques des prestations. Ainsi, au minimum un mois avant la date d'anniversaire du marché, l'acheteur organisera une rencontre avec le titulaire pour discuter de la mise à jour des prestations objet du marché. Il pourra ainsi s'agir de :

- L'actualisation de nouveaux forfaits ou prix unitaires en fonction de l'évolution du barème constructeur (catalogue)
- L'actualisation de nouvelles technologies

### **3.4 Marchés complémentaires et prestations similaires**

Le présent accord-cadre peut également faire l'objet de prestations similaires de services suivant les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 : IDENTIFICATION DU SERVICE ACHETEUR GESTIONNAIRE DU CONTRAT**

### **4.1 Service gestionnaire du marché**

Le marché est géré par l'Université de Perpignan Via Domitia, pour l'ensemble de ses services.

### **4.2 Correspondants administratifs en charge de la comptabilité du marché**

L'ordonnateur du marché est Monsieur le Président de l'Université de Perpignan Via Domitia .

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Université de Perpignan.

## **CHAPITRE 1 : GENERALITES**

## **ARTICLE 5 OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES**

### **5.1 Forme des notifications et informations**

*Cet article déroge à l'article 3.1 du CCAG/FCS.*

Sauf dispositions spécifiques dans le présent document, les notifications et transmissions d'informations entre le titulaire et l'acheteur qui font courir un délai nécessitant la détermination d'une date et éventuellement d'une heure certaine sont effectuées par le biais du profil d'acheteur indiqué dans le règlement de la consultation (ou notifié au titulaire par l'acheteur en cas de modification de ce profil pendant l'exécution du contrat) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse postale des parties mentionnée dans l'acte d'engagement ou à leur siège social.

### **5.2 Représentation de l'acheteur**

*Cet article complète l'article 3.3 du CCAG/FCS.*

Les représentants de l'acheteur sont habilités par décision du conseil d'administration en date du 20 novembre 2020.

### **5.3 Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire**

#### **5.3.1 Identification des représentants du titulaire**

Les représentants du titulaire sont désignés à l'article 1 de l'acte d'engagement.

#### **5.3.2 Obligation du titulaire d'informer le représentant de l'acheteur de tout changement de sa situation juridique et administrative**

*Cet article complète l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.*

Le titulaire s'engage à notifier à l'acheteur tout changement affectant sa situation juridique et administrative, conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS.

Il doit également notifier les jugements de redressement ou liquidation judiciaire ou toute mesure d'interdiction de concourir prise à son encontre.

En cas de changement de la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, le titulaire communiquera à l'acheteur tous les justificatifs attestant de ce changement de situation (pouvoirs engageant le titulaire et ses cotraitants, numéro unique d'identification délivré par l'INSEE, publications légales, copies de procès-verbaux d'assemblées générales, jugements...). Selon le type de de changement affectant le titulaire, la modification sera prise en compte dans le contrat par voie de modification de marché (au sens des articles R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique) ou de certificat administratif.

## **5.4 Sous-traitance**

Ne peuvent être sous-traités que les prestations de services.

### **5.4.1 Demande d'acceptation d'un sous-traitant**

*Cet article complète l'article 3.6 du CCAG/FCS.*

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son marché dans les conditions de l'article 3.6 du CCAG/FCS.

Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement doit être accompagnée des documents suivants :

- un acte spécial,
- une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics tel que prévu à l'article R2193-3 du code de la commande publique,
- les justificatifs des capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

### **5.4.2 Notification de l'acte spécial par l'acheteur**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 3.6.2 du CCAG/FCS.*

### **5.4.3 Communication du contrat de sous-traitance**

*Cet article complète l'article 3.6.3 du CCAG/FCS.*

Le titulaire doit répondre, dans le délai fixé à l'article 3.6.3 du CCAG/FCS, à toute demande de communication du contrat de sous-traitance et de ses éventuelles modifications de contrat, émise par l'acheteur.

### **5.4.4 Lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte**

Dans l'esprit des garanties professionnelles attendues par la personne publique, et pour respecter la stricte application des dispositions relatives à la lutte contre le travail dissimulé et la sous-traitance occulte, le titulaire s'assure, pendant la durée du marché, de la qualité de travailleur salarié de l'ensemble des personnels présents au cours de l'exécution des prestations.

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son

employeur. Le titulaire, ou chacun des membres du groupement, le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition de l'acheteur et de toute autorité compétente. L'acheteur peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

En cas de manquement à ces règles, constaté par la personne publique, cette dernière adresse au titulaire une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux fins de régularisation sous 24 heures. Si la situation s'est poursuivie au-delà de ce délai, la personne publique en informe l'Inspection du travail.

En cas de difficultés nées de l'application des dispositions ci-dessus, le maître de l'ouvrage attire l'attention du titulaire sur l'appréciation défavorable qu'il est susceptible de porter sur les garanties professionnelles de l'entreprise à l'occasion de consultations ultérieures.

## **5.5 Ordres de service**

*Cet article complète l'article 3.8 du CCAG/FCS.*

Toutes les décisions, ordres ou remarques relatifs à la conduite et au contrôle du marché se concrétisent, par des ordres de service signés, datés et numérotés. Chaque ordre de service est notifié au titulaire par mail qui devra retourner un accusé de réception.

L'absence d'observations émises par le titulaire dans le délai indiqué à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS vaut acceptation sans réserve des conditions mentionnées dans l'ordre de service.

## **ARTICLE 6 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

*Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS.*

### **6.1 Ordre de priorité : documents contractuels (généraux et particuliers)**

Les documents contractuels sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses 3 annexes :

*AE\_Annexe\_financière\_1\_PRIX FORFAITAIRES*

*AE\_Annexe\_financière\_2\_BPU*

*AE\_Annexe\_financière\_3\_DQE*

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières

*Annexe 1 : CCTP\_Annexe\_inventaire technique\_1*

*Annexe 2 : CCTP\_Annexe\_CADRE MEMOIRE TECHNIQUE\_2*

- Le Règlement de Consultation

*Annexe 1 : RC\_Annexe\_attestation de visite\_1*

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés Publics de Fournitures Courantes et Services (FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

*Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent accord-cadre, est réputée non écrite. De ce fait, elle sera de nul effet sur l'accord-cadre et les bons de commande en découlant.*

## **ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE - RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE**

### **7.1 Obligation de confidentialité**

*Cet article complète l'article 5.1 du CCAG/FCS.*

Le titulaire et l'acheteur doivent respecter l'obligation de confidentialité qui leur est imposée par les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/FCS et prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à cette obligation.

L'acheteur et le titulaire signalent les documents, informations, et éléments contractuels ou non communiqués à l'occasion du marché et soumis à l'obligation de confidentialité. Le signalement se fait par l'apposition de la mention « DOCUMENT CONFIDENTIEL AU SENS DE L'ARTICLE 5 DU CCAG DES MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES » sur le ou les documents ou éléments concernés.

### **7.2 Protection des données à caractère personnel**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.2 du CCAG/FCS.*

#### **7.2.1- Description et finalités du traitement**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du marché.

#### **7.2.2 - Les obligations du titulaire du marché vis-à-vis de l'acheteur**

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, le titulaire s'engage, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations listées dans le marché,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées ou enregistrées dans le cadre de l'exécution du marché et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur et à le mettre à sa disposition en cas de besoin,
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut,
- Obligation de conseil et d'assistance à l'acheteur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées, conformément aux modalités définies à l'article 5.2.5 ci-après,
- Mettre à disposition toute la documentation justifiant du respect de ses obligations,

- Alerter sans délai l'Université de Perpignan en cas de violation, de perte ou de divulgation non autorisée de données personnelles collectées dans le cadre du marché. Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de lui permettre, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle.
- Obligation d'informer l'acheteur de toute difficulté dans l'application de la réglementation.

### **7.2.3- Le sort des données personnelles en fin de marché**

À l'issue de la période d'exécution du marché, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel

### **7.2.4 - En cas de sous-traitance de traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques.

Pour cela, il doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de l'Université de Perpignan pour recourir à un sous-traitant via le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4).

Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du traitement (rubrique F du formulaire).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'université de Perpignan de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

### **7.2.5 - Exercice des droits des personnes concernées par le traitement**

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée), s'agissant des données faisant l'objet de traitement dans le cadre du présent marché.

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données selon le format convenu avec l'acheteur.

### **7.2.6 – Remise de documents conformément à l'exécution de traitement de données**

A la demande de l'acheteur, le titulaire du marché devra transmettre un tableau retraçant l'ensemble des demandes d'accès au droit des personnes concernées par le traitement en précisant le nombre et la nature de ces demandes.

En cas de demande de l'acheteur, il s'engage également à transmettre le registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Université de Perpignan. Ce registre devra comprendre a minima les informations suivantes :

- le nom et coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles...

## **7.3 Mesures de sécurité**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 5.3 du CCAG/FCS.*

## **7.4 Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

### **7.4.1- Obligations générales**

Conformément à la législation, le prestataire assure l'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

Il prend les mesures nécessaires à cet effet et, en particulier, il veille à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, lorsqu'ils participent à l'exécution du service public, s'abstiennent notamment de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de façon égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité. Le concessionnaire veille également à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public s'assure du respect de ces obligations.

### **7.4.2- Obligation d'information des usagers du service public**

Le prestataire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent.

### **7.4.3- Modalités de contrôle du respect des obligations**

L'acheteur pourra effectuer tout contrôle pour s'assurer de la mise en œuvre des obligations fixées au présent article. Il pourra à cette fin effectuer des contrôles sur place, au lieu d'exécution du service public, ou sur pièces.

Le prestataire communique à l'acheteur chaque contrat conclu avec un tiers qui aurait pour effet de le faire participer à l'exécution du service public, dès la signature de ce contrat.

Le prestataire informe l'acheteur dans un délai maximum de 48H des manquements qu'il a lui-même constaté ou dont il a eu connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre pour y remédier.

### **7.4.4- Pénalités**

#### **7.4.4.1- Dispositions générales**

#### **7.4.4.2 - Pénalité pour non-respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité**

En cas de non-respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité précisés à l'article 5.5 après le 1er manquement constaté et ayant fait l'objet d'une mise en demeure, l'acheteur peut appliquer une pénalité forfaitaire de 20 euros par manquement constaté et par jour en cas de manquement répété.

## **ARTICLE 8 : PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

### **8.1 Respect de la réglementation**

*Cet article complète l'article 6.1 et déroge à l'article 6.2 du CCAG/FCS.*

Le titulaire est tenu au respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail dans les conditions fixées à l'article 6.1 du CCAG/FCS. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ces obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire dès la notification de l'ordre de service correspondant sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence

financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

## **8.2 Respect des obligations sociales et lutte contre le travail dissimulé - Dispositif de vigilance : transmission des justificatifs en cours d'exécution du contrat**

*Cet article complète l'article 6 du CCAG/FCS.*

Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur sans demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 modifié (titulaire établi ou domicilié en France) ou D 8222-7 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) modifié du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine, par le titulaire, à l'adresse mail suivante : marchespublics@univ-perp.fr

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Conformément aux articles L2141-1 à LL2141-11 du code de la commande publique, si le titulaire se trouve en cours d'exécution du contrat en situation d'interdiction de soumissionner aux marchés publics ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2144-1 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévus aux articles D 8222-5 modifié ou D 8222-7 et D 8222-8 modifié du code du travail, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au présent contrat.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevées sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique. Les dispositions de l'article 52 du CCAG/FCS s'appliquent.

## **8.3 - Respect des dispositions prévues pour l'emploi de salariés étrangers - Dispositif de vigilance : transmission des pièces justificatives en cours d'exécution**

Dans le cadre de l'article L8254-1 du code du travail, le titulaire établi en France qui recourt à l'emploi de salariés étrangers (article D 8254-2 du code du travail) ou le titulaire établi à l'étranger qui détache des salariés sur le territoire national français pour l'exécution du présent marché (article D 8254-3 du code du travail), s'engage à fournir à l'acheteur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à autorisation de travail. Cette liste comprendra les indications prévues à l'article D 8254-2 du code du travail.

## **8.4 Dispositif de vigilance en matière de déclaration des travailleurs détachés**

L'article L 1262-4-1 du code du travail impose à l'acheteur une obligation de vigilance en matière de respect de la réglementation relative aux travailleurs détachés.

En vue de respecter ces dispositions et notamment l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire qui se trouve dans l'une des situations suivantes :

- s'il est établi hors de France et s'il envisage de détacher des travailleurs pour l'exécution du présent contrat,
- si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants directs ou indirects envisagent de détacher des salariés pour l'exécution du présent contrat,
- s'il contracte, ou si l'un ou plusieurs de ses éventuels sous-traitants contractent avec une ou des entreprises exerçant une activité de travail temporaire qui envisagent de détacher des

salariés pour l'exécution du présent contrat,

**s'engage, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, à fournir à l'acheteur, sans demande expresse de ce dernier, les documents suivants :**

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R.1263-3, R.1263-4-1 et R.1263-6 du code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le titulaire doit transmettre les documents indiqués ci-dessus que le travailleur soit détaché par le titulaire, par l'un de ses sous-traitants directs ou indirects ou par une entreprise exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle le titulaire ou l'un de ses sous-traitants a contracté.

## **ARTICLE 9 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SECURITE ET SANTE**

*Cet article complète l'article 7.1 et déroge à l'article 7.2 du CCAG/FCS.*

Le titulaire est tenu au respect des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection de l'environnement, de sécurité, de santé des personnes et de préservation du voisinage dans les conditions fixées à l'article 7.1 du CCAG/FCS. L'acheteur peut lui demander de justifier du respect de ses obligations en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations.

En cas d'évolution de la législation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de se conformer aux modifications demandées par l'acheteur pour se conformer à la réglementation en vigueur.

Les nouvelles obligations s'imposent alors au titulaire, dès notification de l'ordre de service correspondant, sans qu'il soit signé une modification de contrat au marché sauf en cas d'incidence financière avérée. Le titulaire devra informer l'acheteur lorsque la nouvelle réglementation aura été mise en œuvre pour le marché.

## **ARTICLE 10 : REPARATION DES DOMMAGES**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 8 du CCAG/FCS.*

## **ARTICLE 11 : ASSURANCE**

### **11.1 ÉTENDUE DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE**

*Cet article complète l'article 9 du CCAG/FCS.*

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Le titulaire du marché, ainsi que ses cotraitants éventuels sont informés qu'ils peuvent s'assurer contre les risques liés à l'exécution des prestations et notamment le remboursement des frais de serrurerie : coût de remplacement des barillettes ou systèmes électroniques, des clés et des badges, y compris le coût de la main d'œuvre associée engagés à la suite de la perte ou du vol des clés ou badges qui sont confiées par l'université de Perpignan.

Ils doivent maintenir les assurances demandées. A défaut leur responsabilité sera engagée.

Les attestations d'assurance doivent comporter les mentions suivantes :

- Les coordonnées du titulaire.
- La nature et les montants des dommages garantis.
- La période de validité.

### **11.2 Délai de remise des attestations d'assurance au représentant de l'acheteur**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 9.2 du CCAG/FCS.*

#### **11.2.1 Remise des attestations avant notification du marché**

Les attestations (y compris celles des cotraitants éventuels) devront être communiquées 6 jours après la notification du marché.

## **CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT**

### **ARTICLE 12 : PRIX**

#### **12.1 Forme des prix**

L'accord-cadre est pour partie à prix forfaitaires à bons de commande et pour partie à prix unitaires à bons de commande.

Les prix figurant à l'Annexe *AE\_Annexe\_financière\_1\_PRIX FORFAITAIRES* à l'acte d'engagement sont forfaitaires. Ces prix constituent des prix références pour l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'Annexe *AE\_Annexe\_financière\_2\_BPU* à l'acte d'engagement sont unitaires.

#### **12.2 Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant des prestations (y compris réunions, déplacements, stationnement, fournitures et élimination des déchets produits par le titulaire), incluant les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Il est réputé aussi comprendre toutes les charges fiscales et autres frappant obligatoirement la prestation. En cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe sur la valeur ajoutée en vigueur à la date du fait générateur en vertu duquel les paiements sont exigibles.

#### **12.3 Révision des prix**

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'applique à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et bons de commande qui en découlent, à l'exception des coefficients (coefficients sur pièces et coefficient de majoration).

Les prix sont révisés selon les modalités suivantes :

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes financières est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

L'année du mois « zéro » est variable selon la période contractuelle concernée par la révision :

- Pour la première révision des prix, l'année du mois « zéro » est l'année de remise des offres à l'accord-cadre
- Pour les révisions suivantes, l'année du mois « zéro » est l'année directement consécutive à l'année du mois « zéro » utilisée lors de la précédente révision.

La révision des prix se fait une fois l'an selon les modalités suivantes :

Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1<sup>er</sup> janvier en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de décembre.

Lorsque l'accord-cadre est notifié entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre de l'année N : la première révision des prix interviendra au 1<sup>er</sup> juillet de l'année N+1, et les révisions suivantes interviendront également au 1<sup>er</sup> juillet en respectant une périodicité annuelle. Le mois de révision est le mois de juin.

Les prix ainsi déterminés restent fixes pour une durée de 1 an entre chaque révision.

La révision se fait par application de la formule suivante, selon laquelle :

$$P_n = P_{n-1}(0.15 + 0.8 \text{ ICHTrevTS}_n / \text{ICHTrevTS}_{n-1} + 0.05 \text{ FSD1}_n / \text{FSD1}_{n-1})$$

Où

**P<sub>n</sub>** = prix révisé à appliquer pour la période annuelle N

#### **1 / Pour la première révision de prix :**

**P<sub>n-1</sub>** = prix initial indiqué à l'acte d'engagement et ses annexes financières réputés établis sur la base des économiques du mois « zéro »

#### **2/ Pour les révisions suivantes :**

**P<sub>n-1</sub>** = prix révisé pour la période annuelle N-1

**ICHTrevTS<sub>n</sub>** = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique publié et définitif au mois de révision (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> – « 001565183 » - CICE intégré).

**ICHTrevTS<sub>n-1</sub>** = dernier indice mensuel du coût horaire du travail révisé, salaires et charges dans l'industrie mécanique et électrique publié et définitif au mois de révision (identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> – « 001565183 » - CICE intégré).

**FSD1<sub>n</sub>** = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur, publié et définitif au mois de révision.

**FSD1<sub>n-1</sub>** = dernier indice des frais et services divers 1, publié sur Le Moniteur, publié et définitif au mois de révision.

#### **Arrondis :**

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG Fournitures courantes et Services les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)

Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

## **ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT**

### **13.1 Avance**

#### **13.1.1 Dispositions générales**

Conformément à l'article R2191-3, il est accordé une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000.00 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf renonciation expresse de sa part figurant dans l'acte d'engagement à l'accord-cadre.

Le taux de l'avance est de 30%.

Le montant de l'avance ne peut pas être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

### **13.2 Pièces justificatives au paiement**

#### **13.2.1 Contenu de la demande de paiement**

*Cet article complète l'article 11.3 du CCAG/FCS.*

Les demandes de paiement sont transmises par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception par l'acheteur.

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

#### **13.2.2 Calcul du montant du au titre des prestations fournies**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.4 du CCAG/FCS.*

#### **13.2.3 Remise de la demande de paiement**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 11.5 du CCAG/FCS.*

### **13.3 Facturation électronique**

*Cet article complète l'article 11.8 du CCAG/FCS.*

Les demandes de paiement seront présentées conformément aux dispositions du CCAG/FCS et aux dispositions réglementaires.

Elles doivent être envoyées à l'Université de Perpignan par voie dématérialisée via la plateforme nationale CHORUS PRO :

<https://chorus- portail-pro.finances.gouv.fr>

Ainsi, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques doivent (ou peuvent sous conditions ci-avant) être effectués sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de difficultés d'ordre informatique, les demandes de paiement peuvent parvenir à l'adresse suivante par voie dématérialisée à :

[service.facturier@univ-perp.fr](mailto:service.facturier@univ-perp.fr)

En cas d'erreur de facturation, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture. Les factures seront établies en euros.

Le mode de règlement choisi par l'université de Perpignan est le virement administratif ; il est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire indiqué au présent marché à partir de son RIB. L'ordonnateur de la dépense est le président de l'université de Perpignan.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'université de Perpignan.

#### **13.4 Délais de paiement**

Les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans les conditions indiquées par les articles R.2192-10 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le délai global maximum de paiement ne peut excéder **30 jours**.

Le point de départ du calcul du délai de paiement est la date de mise à disposition sur le compte CHORUS PRO de l'Université de Perpignan de la demande de paiement.

#### **13.5 Mode de règlement**

Les règlements de ce marché se feront par virements administratifs selon les règles de la comptabilité publique française.

#### **13.6 Acomptes**

La périodicité des acomptes est fixée à 3 mois. La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R2191-21 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées au dernier alinéa de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif.

### **ARTICLE 14 : PENALITES**

#### **14.1 Pénalités pour retard**

*Cet article déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS.*

En cas de retard ou de défaut d'exécution le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après. Ces pénalités sont appliquées par jour ou heure de retard dans la mise en ordre du désordre ou du retard constaté, sachant que les jours et heures de retard sont ceux correspondant aux jours et heures d'occupation de l'université.

#### **14.2 Pénalités pour manquement à la prestation d'assistance aux tiers**

Tout refus de collaboration avec un tiers désigné par le bénéficiaire, ou en cas d'absence du titulaire à une opération d'assistance aux prestations confiées à un tiers ou tout refus de communiquer les informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations concernées peut donner lieu à l'application d'une pénalité égale à 50.00 € HT par jour ouvré d'absence.

#### **14.3 Pénalités pour retard dans la mise à disposition d'un technicien sur site**

Tout retard dans la mise à disposition d'un technicien sur site donne lieu à une pénalité égale à 50.00 € HT par jour ouvré d'absence du technicien sur le site.

#### **14.4 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 45 du CCAG FCS, en cas de retard, désordre ou non exécution d'une partie des prestations, le bénéficiaire se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation d'un équipement et/ou d'un bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Les frais et risques afférents demeurent à la charge du titulaire. Le surcoût qui en résulte est à sa charge. En revanche, la diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### **14.5 Perte d'exclusivité**

Le titulaire perd le bénéfice de l'exclusivité contractuelle dans les cas suivants :

- En cas de non respect du délai de réalisation des prestations prévues au devis (délai de démarrage des prestations, délai de réalisation des prestations) et après avoir informé le titulaire de l'intention d'annuler ladite prestation.
- En cas de présentation de tarifs supérieurs aux prix moyens observés sur le marché économique ou en cas de dépassement des prix précisés aux annexes financières.

## **CHAPITRE 3 : EXECUTION**

### **ARTICLE 15 : DEMARCHES QUALITE ET ENVIRONNEMENT**

Conformément à l'article n°16.2 du CCAG-FCS, les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de transition écologique et de durabilité.

Lorsque les infrastructures locales le permettent, le titulaire valorise les déchets dans le respect de la réglementation en vigueur, par retraitement, réemploi, recyclage ou incinération avec récupération

d'énergie ou toute autre procédure imposée par la réglementation en vigueur. Il certifie valoriser ou faire valoriser ces déchets auprès de centres agréés.

Les soumissionnaires peuvent être évalués sur leur capacité à offrir des produits qui peuvent être réparés facilement plutôt que jetés, ainsi que sur les services de maintenance associés pour prolonger la vie utile des produits.

## **ARTICLE 16 : LIVRAISON**

*Cet article complète l'article 21 du CCAG/FCS et déroge à l'article 21.4 du CCAG/FCS*

Les prix du marché comprennent le prix de la livraison même en cas de difficultés exceptionnelles de manutention, non prévues par les documents particuliers du marché.

## **ARTICLE 17 : ADJONCTION REMPLACEMENT RETRAIT D'EQUIPEMENTS DE BATIMENTS OU DE SITES**

En cas d'adjonction/remplacement d'équipements, de bâtiments, de site, ou de retrait de sites ou d'équipements, le titulaire ne peut effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit du service bénéficiaire.

L'ajout, le remplacement, et le retrait d'équipements, de site, ou de bâtiment sont établis à l'initiative du bénéficiaire et gérés par décision modificative. Par ailleurs, le bénéficiaire doit respecter un préavis de un mois pour transmettre au titulaire les éléments d'ajout, de remplacement ou de retrait et convenir de la date d'effet de la modification.

La substitution de site s'analyse comme l'ajout d'un site et la fermeture concomitante d'un autre site.

# **CHAPITRE 4 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS GARANTIE-MAINTENANCE**

## **ARTICLE 18 : OPERATIONS DE VERIFICATION - RECEPTION**

Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 19 : GARANTIE**

### **19.1 Garanties**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 33 du CCAG/FCS.*

La période de garantie contractuelle est de un an à compter de leur admission pour toutes les les pièces détachées et pour les matériels installés.

## **CHAPITRE 5 : PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **ARTICLE 20 : DEFINITIONS DES RESULTATS**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34 du CCAG/FCS.*

### **ARTICLE 21 : REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.2 du CCAG/FCS.*

### **ARTICLE 22 : STIPULATIONS SPECIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTERIEURES ET CONNAISSANCES ANTERIEURES STANDARDS**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 34.3 du CCAG/FCS.*

### **ARTICLE 23 : REGIME DES RESULTATS**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 37 du CCAG/FCS.*

## **CHAPITRE 6 : RESILIATION**

### **ARTICLE 24 : PRINCIPES GENERAUX**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 38 du CCAG/FCS.*

### **ARTICLE 25 : RESILIATION POUR EVENEMENTS EXTERIEURS AU MARCHE**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 39 du CCAG/FCS.*

## **ARTICLE 26 : RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE**

*Cet article complète l'article 40 du CCAG/FCS.*

Lorsque dans les conditions de l'article 40 du CCAG/FCS, l'acheteur résilie le marché au motif de difficultés techniques particulières d'exécution ou en raison d'un événement ayant le caractère de force majeure, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

## **ARTICLE 27 : RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 41 du CCAG/FCS.*

## **ARTICLE 28 : RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 42 du CCAG/FCS.*

## **ARTICLE 29 : DECOMPTE DE RESILIATION**

*Les dispositions contractuelles sont celles de l'article 43 du CCAG/FCS.*

# **CHAPITRE 7 : DIFFERENDS**

## **ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES**

*Cet article complète l'article 46 du CCAG/FCS.*

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif de Montpellier est seul compétent. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au marché sont rédigés en français.

Le tribunal de grande instance de Montpellier est seul compétent pour les litiges relatifs au droit de la propriété intellectuelle.

## CHAPITRE 8 : DIVERS

### ARTICLE 31 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

| Articles du CCAP qui dérogent | Articles du CCAG auxquels il est dérogé |
|-------------------------------|---|
| 1.5                           | 3.7.2                                   |
| 5.1                           | 3.1                                     |
| 6                             | 4.1                                     |
| 8.1                           | 6.2                                     |
| 9                             | 7.2                                     |
| 14.1                          | 14.1.1                                  |
| 16                            | 21.4                                    |